

MONDE

La police grecque traque le meneur de «17 Novembre»

Fin juin, la police avait arrêté un membre de ce mystérieux groupe terroriste... pour la première fois en vingt-sept ans.

Athènes correspondance

Les photos, avec ou sans barbe, s'affichent à la «une» de tous les journaux grecs, assorties d'un appel à témoin. Traqué dans tout le pays depuis trois jours, Dimitris Koufontinas, 44 ans, est le deuxième membre présumé du mystérieux groupe terroriste «17 Novembre» à avoir été identifié. A en croire les médias hellènes, il serait même le «lien» entre les exécutants et les cerveaux de cette organisation d'extrême gauche présentée par la police et les experts étrangers comme un noyau très fermé d'une quinzaine de membres. 17 Novembre a revendiqué quelque 23 assassinats de personnalités grecques, américaines et turques depuis 1975 (lire ci-contre). Pendant vingt-sept ans, jamais la police grecque n'avait réussi à arrêter ou même seulement à connaître l'identité d'un des membres de ce groupe considéré comme l'un des plus dangereux d'Europe. Puis, le 29 juin dernier, il y a eu «l'accident de travail» de Savvas Xiros, 40 ans, peintre d'icônes et fils de pope, arrêté après avoir été grièvement blessé par la bombe qu'il s'appropriait à faire exploser devant les guichets d'une agence maritime du Pirée.

Statut de repentir. Hospitalisé depuis sous bonne garde, Xiros a avoué être membre du groupe. Il en aurait décrit les rouages et donné les noms d'autres membres. Selon la police, le peintre aurait demandé à bénéficier du statut de repentir, instauré par une loi récente contre le crime organisé. L'en-



La photo de Dimitris Koufontinas diffusée par la police grecque.

quête, menée avec le soutien de Scotland Yard et du FBI, s'est encore accélérée avec la découverte, le 3 juillet, de la principale cache d'armes de l'organisation dans le quartier de Kato Patissia, puis, le 6 juillet, d'un local à Pangrati, dont Dimitris Koufontinas était locataire. Dans ces perquisitions ont été trouvés le drapeau du groupe et la machine à écrire qui a servi à taper les textes des revendications de ses «opérations» dont la dernière en date a été l'assassinat, en juin 2000, de l'attaché militaire britannique à Athènes, le général Stephen Saunders. Savvas Xiros menait une vie discrète et n'avait jamais été inquiété par la police. A en croire la presse grecque, il appartient à la troisième génération des activistes du groupe terroriste qui mêlait marxisme, anti-impérialisme et na-

tionalisme et tire son nom de la révolte des étudiants grecs contre la dictature des colonels réprimée dans le sang le 17 novembre 1973.

Prime. Les services antiterroristes grecs espèrent maintenant arriver à démanteler l'organisation. Leur incapacité à le pénétrer pendant un quart de siècle avait provoqué l'indignation des Américains. Washington avait placé la Grèce au premier rang des pays dangereux, juste après la Colombie et avait offert en 1997 une prime de 2 millions de dollars à tout informateur permettant l'arrestation des responsables de ce groupe. D'anciens diplomates américains à Athènes allaient même jusqu'à affirmer que 17 Novembre trouvait des protections au sein du gouvernement socialiste grec. Ces allégations ont été reprises par certains hommes politiques de l'opposition de droite comme l'ancien Premier ministre conservateur Constantin Mitsotakis.

Deux ans avant l'ouverture des Jeux olympiques en Grèce, le gouvernement socialiste de Costas Simitis peut enfin afficher des résultats concluants dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Les enquêteurs sont désormais convaincus que le «cerveau» du groupe serait l'un des nombreux intellectuels grecs qui se sont réfugiés à Paris pendant la dictature des colonels. Il résiderait toujours dans la capitale française. La presse grecque, toujours sensationnaliste, évoque pêle-mêle les noms d'un écrivain et d'un plus obscur universitaire ●

●

23 assassinats revendiqués

En 1976, une longue déclaration signée par le groupe «17 Novembre», inconnu jusqu'alors, est publiée dans *Libération*. Elle revendique l'assassinat du chef d'antenne de la CIA en Grèce Richard Welch, effectué quelques mois auparavant. Ses auteurs y justifient leur acte en rappelant le soutien donné par la CIA aux colonels et développent leurs thèses anti-américaines et anti-capitalistes. Depuis, le groupe a revendiqué une cinquantaine d'attentats à la bombe ou à la roquette tous commis dans l'agglomération d'Athènes et 23 assassinats (dont quatre fonctionnaires américains, deux diplomates turcs, un député conservateur et un armateur grec). Le meurtre, en juin 2000, de l'attaché militaire britannique à Athènes, le général Stephen Saunders, est le dernier en date des attentats de ce groupe marxiste et farouchement nationaliste, qui exige entre autres le retrait de la Grèce de l'Otan et de l'Union européenne.

suite de la page 7 entre-bâillées. «Je suis ouvert presque toute la journée et j'ai tout ce qu'il faut», confie le patron d'un supermarché. C'est vrai. Tous les rayons sont bien approvisionnés de produits israéliens. Lorsque le couvre-feu est levé, la ville sombre dans la bousculade. Tout le monde est dehors pour faire des courses. Les bennes se précipitent pour les ordures. Beaucoup de monde, aussi, dans les banques dans l'espoir que quelques salaires soient payés.

Fosses communes. A l'hôpital, le service de chirurgie est plutôt calme. Plus d'accident de la route. Mais les maladies chroniques posent problème. «Un jeune malade cardiaque de 16 ans vient de mourir faute d'avoir pu être traité à temps», déclare le chirurgien Mohammed Lotfi. Comme ses confrères, il ne peut se rendre qu'en ambulance à l'hôpital et en revenant. En face, on voit deux fosses communes. Elles contiennent une trentaine de personnes; décédées en avril à l'hôpital, elles n'avaient pu être inhumées dans le cimetière de la ville, celle-ci étant déjà sous le coup du précédent couvre-feu d'avril.

De temps à autre, le téléphone sonne chez Nadia al-Malki, professeur à l'université de Bir Zeit, qui vit à proximité de la Mouq'ata. Au bout du fil, un interlocuteur israélien l'invite à venir enregistrer officiellement la plainte qu'elle a déposée contre Tsahal. Fin mars, pendant deux jours, des soldats israéliens ont réquisitionné son appartement. Ils ont beaucoup saccagé et sont partis en emportant ses bijoux et ceux de sa petite fille. «Je veux la voir aboutir, cette plainte, mais même ça le couvre-feu m'en empêche», indique la jeune femme. Elle ajoute: «On est à bout. Plus d'école, plus d'examen. On a l'impression qu'on est complètement abandonnés, que le monde s'intéresse plus au sort d'Arafat qu'à la liquidation d'un peuple.» ●

JEAN-PIERRE PERRIN

SOPHIA GIANNAKA